



CHARTÉ DE DÉONTOLOGIE BOURSIÈRE 10 décembre 2020

Relative à la confidentialité des informations privilégiées et à la prévention des manquements et délits d'initiés au sein du groupe Elis

La présente charte de déontologie boursière a pour objet de présenter la réglementation applicable aux Initiés (tel que définis ci-après) en matière boursière et de définir les règles d'intervention sur les Titres Elis (tel que définis ci-après) par les Dirigeants Mandataires Sociaux (tel que définis ci-après) et leurs proches, ainsi que les personnes qui, sans être des dirigeants mandataires sociaux, ont un accès régulier à des informations privilégiées concernant directement ou indirectement le Groupe (tel que défini ci-après), et le pouvoir de prendre des décisions de gestion concernant l'évolution future et la stratégie du Groupe, et plus généralement toutes personnes détenant des informations privilégiées.

Ces règles ont pour objet de :

- protéger l'image et la réputation du Groupe qui pourraient se trouver durablement atteintes auprès de la communauté financière, des clients, des autorités boursières et du public en général ;
- permettre aux collaborateurs du Groupe de négocier des Titres Elis dans des conditions compatibles avec les règles applicables ; et
- plus généralement, attirer l'attention sur l'importance de la réglementation, les sanctions administratives ou pénales attachées au non-respect de la réglementation, et la responsabilité individuelle et la prudence requises dans ce domaine.

Ces règles trouvent en France leur source dans le Règlement du Parlement européen et du Conseil n°596-2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché, ses règlements délégués et ses règlements d'exécution, le Code monétaire et financier et la réglementation établie par l'Autorité des marchés financiers dans son règlement général.

Pour toute information complémentaire relative à l'interprétation, l'utilisation ou l'application de la présente Charte, vous pouvez contacter Barthélémy Morin (le « **Déontologue** ») dont les coordonnées sont les suivantes : 01 75 49 93 97 – 06 80 90 57 61 – barthelemy.morin@elis.com

IMPORTANT

Le respect strict de ces règles est essentiel à votre protection et à celle des intérêts du Groupe.

Il appartient à chaque Initié de prendre connaissance de la présente Charte, de s'engager à s'y conformer et de renvoyer à la Société à cet effet la Lettre d'Engagement figurant en Annexe A, et notamment de veiller personnellement à ce que ses activités d'investissement ou plus généralement ses Transactions (telles que définies ci-après) sur les Titres Elis soient licites.

La présente Charte ne prétend pas décrire de manière exhaustive les lois et règlements applicables, dont certains extraits figurent en annexe, et ne dispense pas les personnes concernées de se référer aux textes légaux et réglementaires applicables.

SOMMAIRE

Définitions

1. Définition de l'Information Privilégiée
2. Personnes initiées
3. Obligations de confidentialité
4. Obligations d'abstention d'effectuer des Transactions sur les titres Elis
 - 4.1 Obligation générale d'abstention en cas de détention d'une Information Privilégiée
 - 4.2 Périodes d'abstention préventives
 - 4.3 Transactions interdites
5. Obligations déclaratives et de conservation
 - 5.1 Obligations de notifier aux personnes liées leurs obligations
 - 5.2 Obligations de détention des titres au nominatif
 - 5.3 Obligations déclaratives des Transactions réalisées sur les Titres Elis
6. Déontologie
7. Infractions en matière d'utilisation d'Informations Privilégiées et sanctions applicables
 - 7.1 Infractions en matière d'utilisation d'Informations Privilégiées
 - 7.2 Sanctions applicables

Annexes :

Annexe A : Lettre d'engagement

Annexe B : Liste indicative des transactions soumises à l'obligation déclarative

Annexe C : Obligation incombant à Elis en sa qualité d'émetteur

Annexe D : Formulaire de déclaration des Personnes Liées

Définitions

Pour les besoins de la présente Charte, certains termes fréquemment utilisés sont définis ci-après.

AMF	désigne l’Autorité des marchés financiers ;
Charte	désigne la présente charte de déontologie boursière et chacune de ses annexes ;
Déclarant	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 5.3.2</u> de la présente Charte ;
Déontologue	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 6</u> de la présente Charte ;
Déposant	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 5.3.2</u> de la présente Charte ;
Dirigeants Mandataires Sociaux	désigne les Présidents et membres du Directoire et du Conseil de surveillance d’Elis ;
Elis	désigne la société Elis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, immatriculée sous le numéro 499 668 440 auprès du registre du commerce et des sociétés de Nanterre ;
Groupe	désigne Elis et chacune de ses filiales consolidées directes et indirectes ;
Information Privilégiée	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 1</u> de la présente Charte ;
Initié Permanent	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 2</u> de la présente Charte ;
Initié Occasionnel	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 2</u> de la présente Charte ;
Initiés ou Personnes Initiées	désigne les Initiés Permanents et les Initiés Occasionnels ;
Personne Liée	désigne les personnes ayant des liens personnels étroits avec les Principaux Dirigeants dont notamment, conformément au Règlement MAR ¹ , les personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none">(i) le conjoint, ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité (ou le partenaire considéré comme l’équivalent du conjoint selon le droit national) ;(ii) les enfants à charge conformément au droit national ;(iii) un parent ou allié résidant au domicile du dirigeant depuis au moins un an ; et(iv) une personne morale dont la direction est assurée par l’un des

¹ Règlement MAR, art. 3, 26° ; v. aussi, Code monétaire et financier, art. R. 621-43-1.

Principaux Dirigeants ou une Personne Liée à celui-ci, qui est contrôlée directement ou indirectement par, ou a été constituée au bénéfice de, ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à ceux de cette personne.

Principaux Dirigeants	désigne les Dirigeants Mandataires Sociaux et les Responsables de Haut Niveau ;
Règlement MAR	désigne le Règlement du Parlement européen et du Conseil n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché ;
Règlementation MAR	désigne le Règlement MAR, ainsi que les règlements délégués et les règlements d'exécution pris en application du Règlement MAR ;
Responsable de Haut Niveau	a le sens qui lui est attribué à la <u>Section 2</u> de la présente Charte ;
Société	désigne Elis ;
Titres Elis	désigne : <ul style="list-style-type: none">(i) les actions, les titres de créances et toutes les valeurs mobilières émises ou à émettre par Elis ;(ii) les droits qui pourraient être détachés de ces différents titres, et notamment les droits préférentiels de souscription ou d'attribution ; et(iii) tout instrument financier lié aux droits ou titres mentionnés aux (i) et (ii), et notamment les instruments dérivés, contrats financiers à terme (y compris les instruments équivalents donnant lieu à un règlement en espèces, les contrats d'échange (<i>swaps</i>) et les options) ;
Transaction	désigne notamment toute acquisition ou cession de Titres Elis, immédiate ou à terme, sur le marché ou hors marché, promesse d'acquisition ou de cession de Titres Elis, prêt de Titres Elis, mise en gage, affectation ou cession de Titres Elis en garantie, opération effectuée dans le cadre d'une police d'assurance vie, opération sur produits dérivés ayant pour sous-jacent des Titres Elis, opération de couverture ou <i>hedging</i> ayant pour effet d'acquiescer ou de transférer le risque économique afférent à des Titres Elis ² .

² V. également la liste indicative des transactions soumises à obligation déclarative, figurant en Annexe B de la présente Charte.

1. Définition de l'Information Privilégiée

Une « **Information Privilégiée** » est une information concernant directement ou indirectement le Groupe ou les Titres Elis :

- à caractère précis ;
- qui n'a pas été rendue publique ; et
- qui si elle était rendue publique, serait **susceptible d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers concernés ou le cours d'instruments financiers dérivés qui leur sont liés**³.

Une information est réputée précise si, d'une part, elle fait mention d'un ensemble de circonstances qui existent ou dont on peut raisonnablement penser qu'elles existent, ou si elle fait mention d'un événement qui s'est produit ou dont on peut raisonnablement penser qu'il se produira, et, d'autre part, il est possible d'en tirer une conclusion quant à l'effet possible de ces circonstances ou de cet événement sur le cours des instruments financiers concernés ou des instruments financiers dérivés qui leur sont liés⁴.

Une information qui n'a pas été rendue publique est une information qui n'a pas été divulguée au public par le biais, par exemple, d'un communiqué de presse publié par Elis, d'un prospectus communiqué à l'AMF ou d'un avis financier publié dans la presse financière. La publication dans la presse ou par tout autre média de rumeurs ne fait pas perdre à une information, dont la publication avait été différée par Elis, son caractère privilégié. Toutefois, lorsque la rumeur est suffisamment précise pour que la confidentialité de l'Information Privilégiée dont la publication avait été différée ne soit plus assurée, Elis doit publier cette information dès que possible.

Une information susceptible d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers concernés est une information qu'un investisseur raisonnable serait susceptible d'utiliser comme l'un des fondements de ses décisions d'investissement⁵.

→ Il est de la responsabilité d'Elis et de chaque Initié de déterminer si l'information qu'il détient et qui concerne directement ou indirectement le Groupe est susceptible de constituer une Information Privilégiée.

Exemples d'Informations Privilégiées :

En pratique, et à titre d'exemples (non limitatifs), sont considérés comme des Informations Privilégiées, tant qu'elles n'ont pas été rendues publiques :

- les informations relatives aux résultats annuels, semestriels et trimestriels ;
- les projets d'acquisition ou de cession significatifs ou d'alliance stratégique ;
- les projets de modification de la gouvernance, ou visant à un changement de l'actionnariat ou des commissaires aux comptes d'Elis ;
- les projets de contrats significatifs ;
- les informations relatives à l'obtention ou à la perte d'un marché important ;

³ Règlement MAR, art. 7, 1^o, a).

⁴ Règlement MAR, art. 7, 2^o.

⁵ Règlement MAR, art. 7, 4^o.

- un évènement ponctuel (ex. développements importants dans des litiges en cours ; opération financière importante) susceptible d'avoir un impact significatif sur les résultats du Groupe ; et
- les informations relatives au dividende (montant, date de détachement, nature du versement).

→ Une information ne doit être qualifiée d'Information Privilégiée que si tous les critères posés par la Règlementation MAR (présentés ci-dessus) sont satisfaits.

2. Personnes Initiées

Une « **Personne Initiée** » est une personne ayant accès à une ou plusieurs Informations Privilégiées, qui travaille au sein du Groupe en vertu d'un contrat de travail ou exécute d'une autre manière des tâches lui donnant accès à ces Informations Privilégiées⁶. Cela comprend :

- **toutes les personnes employées par le Groupe, quel que soit leur niveau de responsabilité**, qui disposent d'Informations Privilégiées ;
- **toutes les personnes** qui sont en relation d'affaires avec le Groupe **et qui ont connaissance d'Informations Privilégiées dans le cadre de leurs activités professionnelles** (ex. conseillers, comptables, agences de notation de crédit, commissaires aux comptes, etc.).

Les personnes ayant eu connaissance d'une Information Privilégiée en dehors de tout rapport professionnel (ex. conjoint, parents) peuvent également être considérées comme initiées si elles sont conscientes du caractère privilégié de l'information (ou si elles devraient l'être)⁷.

La réglementation distingue deux catégories d'initiés : (i) les initiés permanents et (ii) les initiés occasionnels.

- (i) « **Initiés Permanents** » : il s'agit des personnes qui, de par la nature de leurs fonctions ou de leur position, ont en **permanence** accès à **l'ensemble** des Informations Privilégiées⁸ que possède Elis.

Sont ainsi qualifiés d'Initiés Permanents :

- les Dirigeants Mandataires Sociaux ; et
- les responsables de haut niveau qui ont, d'une part, au sein d'Elis le pouvoir de prendre des décisions de gestion concernant l'évolution et la stratégie du Groupe et, d'autre part, un accès régulier à des Informations Privilégiées concernant directement ou indirectement le Groupe (les « **Responsables de Haut Niveau** »).

- (ii) « **Initiés Occasionnels** » : il s'agit des personnes ayant un **accès ponctuel** à une ou plusieurs Informations Privilégiées concernant le Groupe, à l'occasion notamment de la préparation des états financiers, d'une opération financière ou stratégique significative (ex. acquisition, cession, conclusion d'un contrat, etc.) ou de la survenance d'un risque significatif.

⁶ Règlement MAR, art. 18, 1^o, imposant à la Société d'établir une liste de toutes les personnes Initiées.

⁷ Règlement MAR, art. 8, 4^o.

⁸ Règlement d'exécution (UE) 2016/347 du 10 mars 2016, §4 du préambule.

Sont ainsi qualifiés d'Initiés Occasionnels :

- les collaborateurs du Groupe qui, à raison de leurs compétences particulières, participent aux réunions et travaux liés à une opération spécifique concernant le Groupe ; et
- les tiers participant à l'analyse, la préparation ou la réalisation d'un projet ou d'une opération spécifique concernant le Groupe et recevant des Informations Privilégiées dans le cadre de ce projet ou de cette opération ponctuelle (ex. banquiers, avocats, agences de communication, agences de notation, etc.).

→ Il est de la responsabilité des collaborateurs du Groupe d'identifier les éventuels membres de leur équipe et tiers devant être qualifiés d'Initiés Permanents ou d'Initiés Occasionnels, et d'en informer la Direction Générale et la Direction Juridique en indiquant les motifs justifiant leur inscription sur la liste.

→ Toute personne identifiée comme Initiée est informée par écrit de son inscription sur une liste d'initiés établie par la Société.

3. Obligations de confidentialité

Tout Initié qui détient une Information Privilégiée **doit s'abstenir de la divulguer de manière illicite**, c'est-à-dire de la divulguer à une autre personne, y compris au sein du Groupe, si ce n'est dans le cadre normal de l'exercice de son travail, de sa profession ou de ses fonctions⁹.

Par conséquent, tout Initié doit **maintenir la confidentialité de l'Information Privilégiée** à l'égard de toute personne, y compris au sein du Groupe, dont l'activité ou la mission ne requiert pas la connaissance de cette Information Privilégiée.

Il est par ailleurs strictement **interdit de recommander** à toute personne de réaliser une opération d'initié ou **d'inciter** toute autre personne à effectuer des opérations d'initiés sur la base d'une Information Privilégiée¹⁰.

Les Initiés s'interdisent de **diffuser des Informations Privilégiées, ou de répandre des rumeurs**, que ce soit par l'intermédiaire des médias (dont Internet) ou par tous autres moyens, qui donnent ou sont susceptibles de donner des indications fausses ou trompeuses sur des Titres Elis et/ou la situation, les résultats ou les perspectives du Groupe.

→ **Recommandations :**

- **Sécuriser l'information (limiter le nombre de personnes aux réunions, attribuer un nom de code à chaque opération, vérifier les droits d'accès informatiques, adapter la taille de l'équipe au fur et à mesure de l'avancement du projet, faire signer des lettres de confidentialité).**
- **Aviser immédiatement le Déontologue dès lors qu'on a connaissance du fait ou qu'on soupçonne qu'une Information Privilégiée a été dévoilée (par exemple lors d'une réunion interne ou externe).**

⁹ Règlement MAR, art. 10, 1° et 14, c).

¹⁰ Règlement MAR, art. 14, b).

4. Obligation d'abstention d'effectuer des Transactions sur les Titres Elis

4.1 Obligation générale d'abstention en cas de détention d'une Information privilégiée

Tout Initié qui détient une Information Privilégiée doit s'abstenir de :

- **réaliser, ou tenter de réaliser**, (i) directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, sur le marché ou hors marché, **une quelconque Transaction sur Titres Elis** avant qu'une telle Information Privilégiée ait été rendue publique, ou (ii) une annulation ou une modification d'un ordre relatif à des Titres Elis ; et
- **recommander ou inciter** une autre personne à (i) vendre ou acquérir des Titres Elis, ou (ii) annuler ou modifier un ordre relatif à des Titres Elis¹¹.

Il convient de noter que toutes les personnes proches (en ce compris les Personnes Liées), et plus généralement toutes les personnes qui, en raison des relations qu'elles entretiennent avec des Personnes Initiées détentrices d'une Information Privilégiée, **pourraient être soupçonnées d'avoir exploité une Information Privilégiée communiquée par ledit Initié.**

→ **L'obligation d'abstention en cas de détention d'une Information Privilégiée est absolue et s'applique sans restriction.**

4.2 Périodes d'abstention préventives (« fenêtres négatives » ou « périodes d'arrêt »)

4.2.1 Abstention de réaliser une Transaction sur les Titres Elis

Sans préjudice de l'obligation générale d'abstention décrite à la Section 4.1 de la présente Charte, et afin d'assurer une meilleure prévention de la commission des délits d'initiés et de manipulation de cours et même s'ils ne pensent pas alors détenir une Information Privilégiée, les Principaux Dirigeants et, de manière générale, les Personnes Initiées¹² doivent s'abstenir de réaliser, directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, une quelconque Transaction sur des Titres Elis :

- pendant la période continue de **30 jours calendaires précédant** la date à laquelle les comptes annuels et semestriels¹³ sont rendus publics ; et
- pendant la période continue de **15 jours calendaires précédant** la publication de comptes ou d'information financière trimestrielle¹⁴.

Les personnes soumises à ces fenêtres négatives ne sont autorisées à réaliser une Transaction sur Titres Elis que le lendemain de **la publication** des informations concernées¹⁵.

¹¹ Règlement MAR, art. 8 et 14.

¹² Conformément à la position-recommandation de l'AMF, « Guide de l'information permanente et de la gestion de l'information privilégiée », DOC-2016-08, p. 32.

¹³ Règlement MAR, art. 19, 11^o.

¹⁴ Conformément à la position-recommandation de l'AMF, « Guide de l'information permanente et de la gestion de l'information privilégiée », DOC-2016-08, p. 32.

¹⁵ ESMA, « *Questions and Answers on the Market Abuse Regulation* », ESMA70-21038340-40, p. 7, question n°2 ; AMF, « Guide de l'information permanente et de la gestion de l'information privilégiée », DOC-2016-08, p. 32.

Sauf avis contraire, les comptes annuels, les comptes semestriels et le cas échéant, les comptes trimestriels sont publiés à l'issue des réunions du Conseil de surveillance statuant sur lesdits comptes. En cas de doute, les Principaux Dirigeants peuvent solliciter le Déontologue qui pourra leur fournir, dans la mesure du possible, les dates arrêtées ou prévisibles de publication.

Un calendrier précis des périodes d'abstention et des périodes autorisées pour l'année est communiqué aux Principaux Dirigeants une fois les dates prévisionnelles de publication des informations financières fixées, ces dernières étant par ailleurs publiées sur le site Internet du Groupe (www.elis.com). Ce calendrier pourra être complété, le cas échéant, pour tenir compte de la réalisation d'opérations spécifiques.

→ **Recommandations :**

- **S'assurer avant toute Transaction sur les Titres Elis de ne pas être détenteur d'une Information Privilégiée, étant précisé qu'il existe une présomption d'utilisation d'une Information Privilégiée pour les Dirigeants Mandataires Sociaux ; et**
- **Réaliser des Transactions sur les Titres Elis après la publication des résultats, en respectant le cas échéant les périodes d'abstention, sans préjudice par ailleurs du respect des règles générales applicables en cas de détention d'Informations Privilégiées.**

4.2.2 Circonstances exceptionnelles pouvant justifier une Transaction sur les Titres Elis

L'un des Principaux Dirigeants détenant une Information Privilégiée peut avoir besoin de vendre des Titres Elis pendant une période d'abstention, pour son propre compte ou celui d'un tiers, en raison de circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire, de raisons revêtant un caractère extrêmement urgent, imprévisible et impérieux et dont la cause est étrangère à cette personne et sur laquelle elle n'a aucun contrôle¹⁶.

La personne concernée devra alors, avant toute négociation pendant la période d'abstention, adresser au Déontologue un courrier expliquant et décrivant les circonstances exceptionnelles nécessitant la vente immédiate des Titres Elis et démontrant que la cession envisagée est la seule alternative raisonnable pour obtenir un financement nécessaire¹⁷.

Dans le cadre de l'examen de cette demande, le Déontologue vérifiera notamment si la personne concernée est soumise, au moment de présenter sa demande, à un engagement financier ou à une créance exécutoire, si elle est tenue de respecter ou si elle s'est placée dans une situation, antérieure au début de la fenêtre négative, nécessitant le paiement d'une somme à une tierce partie (y compris un passif d'impôt), et ne peut raisonnablement pas honorer un engagement financier ou une créance autrement qu'en procédant à une vente immédiate d'actions.

Si l'existence de circonstances exceptionnelles n'est pas démontrée, seules certaines Transactions, limitativement définies par la Règlementation MAR¹⁸, et sous réserve des obligations décrites à la section 4.2.4 ci-dessous, pourront faire l'objet d'une autorisation par le Déontologue.

¹⁶ Règlement délégué (UE) 2016/522 du 17 décembre 2015, art. 8, 2°.

¹⁷ Règlement délégué (UE) 2016/522 du 17 décembre 2015, art. 7, 2°.

¹⁸ Règlement MAR, art. 19, 12°, b), il s'agit « de transactions réalisées dans le cadre de, ou ayant trait à, un système d'actionnariat ou de plan d'épargne du personnel, l'accomplissement de formalités ou l'exercice de droits attachés aux actions, ou de transactions n'impliquant pas de changement dans la détention de la valeur concernée » ; v. aussi, Règlement délégué (UE) 2016/522 du 17 décembre 2015, art. 9.

Les résultats de l'examen de la demande seront communiqués par écrit à l'auteur de la demande dans un délai de **8 jours ouvrables** à compter de la réception de la demande par le Déontologue.

4.2.3 Dispositions particulières relatives aux « *stock-options* »

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 225-177 du Code de commerce, Elis ne peut consentir d'options d'achat ou de souscription d'actions durant les périodes suivantes :

1° Dans le délai de 10 séances de bourse précédant la date à laquelle les comptes consolidés annuels et intermédiaires ou, à défaut, les comptes annuels et semestriels sont rendus publics, ainsi que le jour de la publication ; et

2° Dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la Société ont connaissance d'une Information Privilégiée, et la date à laquelle cette information est rendue publique

Les détenteurs d'options d'achat ou de souscription d'actions, quant à eux, sont tenus de respecter l'obligation générale d'abstention décrite à la Section 4.1 de la présente Charte, ainsi que l'obligation préventive d'abstention décrite à la Section 4.2.1 de la présente Charte, lorsqu'ils exercent leurs options d'achat ou de souscription d'actions.

4.2.4 Dispositions particulières relatives aux actions gratuites

Sans préjudice de l'obligation générale d'abstention décrite à la Section 4.1 de la présente Charte et de l'obligation préventive d'abstention décrite à la Section 4.2.1 de la présente Charte, il est rappelé, s'agissant des actions attribuées gratuitement, qu'en application de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, les actions gratuites Elis ne peuvent être cédées par leurs titulaires à l'issue de la période de conservation, durant les périodes suivantes :

1° Dans le délai de trente jours calendaires avant l'annonce d'un rapport financier intermédiaire ou d'un rapport de fin d'année qu'Elis est tenu de rendre public ;

2° Par les membres du conseil de surveillance, par les membres du directoire ou des membres exerçant les fonctions de directeur général ou de directeur général délégué et par les salariés ayant connaissance d'une Information Privilégiée, qui n'a pas été rendue publique.

4.3 Transactions interdites

Afin d'éviter tout délit de manipulation de cours, il est strictement interdit aux Initiés d'effectuer l'une des opérations suivantes :

- vente à découvert de Titres Elis ; et
- opération habituelle d'achat/revente à court terme de Titres Elis, c'est à dire d'allers et retours sur une période inférieure à 20 jours de bourse (à l'exception de la vente d'actions suivant l'exercice d'options d'achat ou de bons de souscription d'actions).

5. Obligations déclaratives et de conservation

Conformément au Règlement MAR¹⁹, les Principaux Dirigeants et les Personnes Liées doivent respecter des obligations spécifiques relatives à la conservation de leurs Titres Elis et aux déclarations de leurs Transactions.

5.1 Obligations de notifier aux Personnes Liées leurs obligations

Chacun des Principaux Dirigeants doit notifier par écrit aux Personnes Liées le concernant leurs obligations au titre de l'article 19 du Règlement MAR et conserver une copie de cette notification²⁰.

5.2 Obligations de détention des titres au nominatif

Les Dirigeants Mandataires Sociaux, ainsi que leurs conjoints non séparés de corps et enfants mineurs non émancipés, doivent détenir, dans les délais réglementaires, l'ensemble des Titres Elis qu'ils possèdent sous la forme nominative, soit au nominatif pur auprès de la Société ou de la banque teneur de compte mandatée à cet effet par le Groupe, soit au nominatif administré auprès d'un intermédiaire (banque, établissement financier ou prestataire de services d'investissement) de leur choix²¹.

Les droits de vote et les droits à dividende des actions détenues par toute personne n'ayant pas rempli ces obligations sont suspendus jusqu'à régularisation de la situation. Tout vote émis ou tout versement de dividende effectué pendant la suspension est nul²².

5.3 Obligations déclaratives des Transactions réalisées sur les Titres Elis

La réglementation impose aux Principaux Dirigeants et à leurs Personnes Liées de communiquer à l'AMF, ainsi qu'à la Société, le détail des Transactions sur les Titres Elis effectuées pour leur compte propre²³, y compris les Transactions réalisées par un tiers au nom ou pour le compte d'un des Principaux Dirigeants²⁴.

5.3.1 Calcul du seuil de l'obligation déclarative

L'obligation de déclaration s'applique dès lors que le montant global des opérations effectuées au cours de l'année civile atteint le seuil de 20 000 euros²⁵.

Une liste non-exhaustive des Transactions soumises à cette obligation déclarative figure en Annexe B à la présente Charte.

¹⁹ Règlement MAR, art. 3, 25° ; Code monétaire et financier, art. L. 621-18-2, I.

²⁰ Règlement MAR, art. 19, 5°, al. 2.

²¹ Code de commerce, art. 225-109, al. 1 et 2. En l'état actuel des textes, le délai prescrit est de vingt jours suivant l'entrée en possession des titres (Code de commerce, art. R. 225-111).

²² Code de commerce, art. L. 225-109, al. 3.

²³ Règlement MAR, art. 19, 1°.

²⁴ Règlement MAR, art. 19, 7°.

²⁵ Règlement général de l'AMF, art. 223-23, sur renvoi de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier ; Règlement MAR, art. 19, 9°.

5.3.2 Modalités de déclaration

La déclaration doit être effectuée auprès de l'AMF **au plus tard trois jours ouvrables à compter de la date de la Transaction**²⁶.

Cette déclaration doit être transmise à l'AMF, par **voie électronique uniquement** via un extranet appelé **Onde**²⁷, qui permet de remplir le formulaire obligatoire²⁸, accessible sur le site de l'AMF à l'adresse suivante :

<https://onde.amf-france.org/RemiseInformationEmetteur/Client/PTRemiseInformationEmetteur.aspx>

Les déclarations peuvent être transmises à l'AMF par la personne tenue à déclaration (le « **Déclarant** ») ou par un tiers pour le compte du Déclarant (le « **Déposant** »), l'identité du Déposant devant être clairement indiquée dans le formulaire de déclaration.

Elis peut se charger de procéder aux déclarations auprès de l'AMF pour le compte des Déclarants. Dans cette hypothèse, les informations requises pour la déclaration²⁹ devront parvenir au Déontologue **au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la réalisation de la Transaction** afin de lui permettre d'effectuer la déclaration auprès de l'AMF dans les délais requis.

Cette déclaration est établie sous la responsabilité exclusive du Déclarant.

Les déclarations sont également transmises au Déontologue dans les plus brefs délais par courrier postal ou par courriel.

Les Principaux Dirigeants sont en outre tenus, à la demande du Déontologue, de lui déclarer le nombre et la nature des Titres Elis qu'ils détiennent, ainsi que tout élément d'information pertinent sur la détention de Titres Elis (ex. démembrement, promesse d'acquisition ou de cession, nantissement, etc.).

Il est par ailleurs rappelé que les Dirigeants Mandataires Sociaux sont tenus :

- d'informer mensuellement l'AMF du nombre de Titres Elis cédés à Elis dans le cadre d'un programme de rachat de titres de capital³⁰ ; et
- en période d'offre publique visant les Titres Elis, ou d'offre publique d'échange, de déclarer chaque jour à l'AMF, après la séance de bourse, les opérations d'achat ou de vente effectuées sur les Titres Elis³¹ (y compris les titres de l'initiateur dans le cadre d'une offre publique d'échange).

²⁶ Règlement MAR, art. 19, 1^o.

²⁷ AMF, Instruction 2016-06 « Opérations des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article 19 du règlement européen sur les abus de marché ».

²⁸ Règlement MAR, art. 19, 1^o et 6^o ; Règlement d'exécution (UE) 2016/523 du 10 mars 2016, art. 2 et annexe.

²⁹ Règlement MAR, art. 19, 6^o ; Règlement d'exécution (UE) 2016/523 du 10 mars 2016, art. 2 et annexe.

³⁰ Règlement général de l'AMF, art. 241-5.

³¹ Règlement général de l'AMF, art. 231-46.

Pour toute question ou information complémentaire relative aux modalités de connexion à Onde, veuillez contacter :

- en cas de problème de connexion : ONDE_Administrateur_Deposant@amf-France.org
- en cas de problème de dépôt de votre déclaration : ONDE_Suivi_DeclarationDirigeant@amf-france.org

5.4 Obligations spécifiques incombant à Elis en sa qualité d'émetteur

Les obligations incombant à Elis en sa qualité d'émetteur sont présentées en Annexe C.

6. Déontologue

Il est désigné au sein du Groupe un responsable de la fonction déontologique (le « **Déontologue** »), chargé de veiller au respect des dispositions de la Charte.

Le Déontologue agit de façon indépendante par rapport aux organes de direction de la Société. Il rend compte de l'exercice de sa mission au Comité d'audit.

Le Déontologue veille au respect des stipulations de la présente Charte, étant précisé que **la responsabilité finale du respect de la réglementation applicable incombe à chaque Initié**.

Dans le cadre de sa mission, le Déontologue est notamment chargé :

- de répondre aux éventuelles questions et interrogations des Principaux Dirigeants relatives à la Charte ;
- de donner un avis consultatif préalablement à toute Transaction sur Titres Elis réalisée par une Personne Initiée³² ;
- de recevoir, dans les plus brefs délais, les déclarations de Transactions sur Titres Elis communiquées à l'AMF par les Principaux Dirigeants et leurs Personnes Liées, dans les conditions définies à la Section 5.3 de la présente Charte ;
- d'informer les Principaux Dirigeants à l'avance des périodes d'abstention préventives (« fenêtres négatives ») résultant de la publication des comptes annuels, semestriels et de l'information trimestrielle du Groupe (telles que définies à la Section 4.2.1 de la présente Charte), à partir des dates prévues pour une telle publication définies annuellement ;
- de maintenir à jour les informations nominatives relatives à la détention de Titres Elis par chacun des Principaux Dirigeants ; et
- d'informer sans délai le Comité d'audit et le Président du Directoire de la Société de toute violation constatée des dispositions de la présente Charte.

Le Comité d'audit peut effectuer, sur le rapport du Déontologue, un contrôle de l'application adéquate des dispositions de la Charte au sein de la Société.

³² Conformément à la position-recommandation de l'AMF, « Guide de l'information permanente et de la gestion de l'information privilégiée », DOC-2016-08, p. 36.

7. Infractions en matière d'utilisation d'Informations Privilégiées et sanctions applicables

7.1. Infractions en matière d'utilisation d'Informations Privilégiées

Selon l'article 8 du Règlement MAR, les opérations d'initiés recouvrent notamment le fait pour une personne détenant une Information Privilégiée d'en faire usage :

- (i) « en acquérant ou en cédant, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, directement ou indirectement, des instruments financiers auxquels cette information se rapporte » ;
- (ii) « pour annuler ou pour modifier un ordre concernant un instrument financier auquel cette information se rapporte, lorsque l'ordre avait été passé avant que la personne concernée ne détienne l'information privilégiée » ; et
- (iii) en utilisant la recommandation ou l'incitation formulée par une personne détenant une Information Privilégiée, lorsque la personne l'ayant reçue sait, ou devrait savoir, qu'elle est fondée sur des informations privilégiées.

7.2. Sanctions applicables

Les personnes qui ne se conforment pas aux règles relatives à l'utilisation et à la divulgation d'Informations Privilégiées s'exposent, soit à des sanctions administratives prononcées par l'AMF, soit à des sanctions pénales prononcées par les autorités judiciaires.

7.2.1 Sanctions administratives

L'article L. 621-15 du Code monétaire et financier prévoit que la Commission des sanctions de l'AMF peut prononcer une sanction à l'encontre de toute personne (i) s'étant livrée, ou ayant tenté de se livrer, à une opération d'initié ou à une manipulation de marché, ou (ii) ayant recommandé à une autre personne d'effectuer une opération d'initié, ou l'y ayant incitée ou (iii) s'étant livrée à une divulgation illicite d'Informations Privilégiées. Ces abus de marché sont définis par renvoi aux articles 8, 10 et 12 du Règlement MAR.

Les sanctions administratives sont les suivantes :

- **Personne physique** : plafonds de 100 millions d'euros ou du décuple de l'avantage retiré du manquement si celui-ci peut être déterminé³³.
- **Personne morale** : plafonds de 100 millions d'euros, du décuple de l'avantage retiré du manquement si celui-ci peut être déterminé³⁴ ou de 15% du chiffre d'affaires consolidé³⁴.

7.2.2 Sanctions pénales

Les infractions pénales suivantes constituent des délits :

³³ Code monétaire et financier, art. L. 621-15, III, c), cette sanction pécuniaire pouvant être majorée, dans la limite de 10% de son montant, en application du deuxième alinéa du III du même article.

³⁴ Code monétaire et financier, art. L. 621-15, III bis, cette sanction pécuniaire pouvant également être majorée, dans la limite de 10% de son montant, en application du deuxième alinéa du III du même article.

- les opérations d'initiés, en ce compris (i) la tentative de se livrer à une opération d'initié, (ii) la recommandation ou l'incitation à réaliser une telle opération, et leur tentative, ainsi que (iii) l'usage ou la communication de la recommandation ou de l'incitation en connaissance du caractère privilégié de l'information sur laquelle elles sont fondées ;
- la divulgation illicite d'informations privilégiées, et la tentative d'une telle divulgation ; et
- les manipulations de marché.

La notion d'information privilégiée est définie par renvoi à l'article 7 du Règlement MAR, soit le terme Information Privilégiée tel que défini à la Section 1 de la présente Charte.

Contrairement aux poursuites administratives, la sanction pénale de ces délits suppose que soit démontrée l'intention de commettre l'infraction.

Les sanctions pénales sont les suivantes³⁵ :

- **Emprisonnement** : 5 ans.
- **Amende** :
 - o **Personne physique** : supérieure au montant de l'avantage retiré du délit, et soumise à un plafond de 100 millions d'euros pouvant être porté au décuple du montant de l'avantage retiré du délit.
 - o **Personne morale** : supérieure au montant de l'avantage retiré du délit, pouvant être portée à 15% du chiffre d'affaires annuel total³⁶, et soumise à un plafond de 100 millions d'euros pouvant être porté au décuple du montant de l'avantage retiré du délit.

³⁵ Code monétaire et financier, art. L. 465-1 et L. 465-3-5.

³⁶ Code monétaire et financier, art. L. 465-3-5.

CONTACTS :

Direction Juridique

- Barthélémy Morin – Directeur juridique et Déontologue – barthelemy.morin@elis.com

Direction Financière

- Louis Guyot – Directeur Administratif & Financier du Groupe Elis – louis.guyot@elis.com

ANNEXE A

LETTRE D'ENGAGEMENT

(Chacun des Principaux Dirigeants du Groupe ELIS ou collaborateur initié ou tiers doit compléter et signer cette lettre dans les plus brefs délais, puis l'envoyer au Déontologue)

Je, soussigné[e],

(nom, prénom et fonction)

déclare avoir pris connaissance de la Charte de Déontologie Boursière du Groupe ELIS ; et

m'engage à m'y conformer en toute circonstance.

A....., le.....

(signature)

ANNEXE B

Liste indicative des transactions soumises à obligation déclarative

En application de l'article 19, 7° du Règlement MAR et de l'article 10 du règlement délégué (UE) 2016/522 du 17 décembre 2015, sont notamment soumises à l'obligation déclarative décrite à l'article 5 de la présente Charte les transactions figurant sur la liste suivante :

- la mise en gage ou le prêt d'instruments financiers par une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou une personne qui lui est étroitement liée, ou au nom de celle-ci ;
- les transactions effectuées par des personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel ou par une autre personne au nom d'une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou d'une personne qui lui est étroitement liée, y compris lorsqu'un pouvoir discrétionnaire est exercé ;
- les transactions effectuées dans le cadre d'une police d'assurance vie, définie conformément à la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil ;
- l'acquisition, la cession, la vente à découvert, la souscription ou l'échange ;
- l'acceptation ou l'exercice d'une option d'achat d'actions, y compris d'une option d'achat d'actions accordée aux dirigeants ou aux membres du personnel dans le cadre de leur rémunération, et la cession d'actions issues de l'exercice d'une option d'achat d'actions ;
- la conclusion ou l'exercice de contrats d'échange (swaps) sur actions ;
- les transactions sur ou en rapport avec des instruments dérivés, y compris les transactions donnant lieu à un règlement en espèces ;
- la conclusion d'un contrat pour différences sur un instrument financier de l'émetteur concerné ou sur des quotas d'émission ou de produits mis aux enchères basés sur ces derniers ;
- l'acquisition, la cession ou l'exercice de droits, y compris d'options d'achat et de vente, et de warrants ;
- la souscription à une augmentation de capital ou émission de titres de créance ;
- les transactions sur produits dérivés et instruments financiers liés à un titre de créance de l'émetteur concerné, y compris les contrats d'échange sur risque de crédit ;
- les transactions subordonnées à la survenance de certaines conditions et l'exécution effective des transactions ;
- la conversion automatique ou non automatique d'un instrument financier en autre instrument financier, y compris l'échange d'obligations convertibles en actions ;
- les cadeaux et dons effectués ou reçus, et l'héritage reçu ;
- les transactions réalisées sur des produits, paniers et instruments dérivés liés à un indice, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n°596/2014 ;
- les transactions réalisées sur des actions ou des parts de fonds d'investissement, y compris les fonds d'investissement alternatifs (FIA) visés à l'article 1^{er} de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n°596/2014 ;
- les transactions réalisées par le gestionnaire d'un FIA dans lequel la personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou une personne ayant un lien étroit avec elle a investi, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n°596/2014 ;
- les transactions réalisées par un tiers dans le cadre d'un mandat individuel de gestion de portefeuille ou d'actifs au nom ou pour le compte d'une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou d'une personne ayant un lien étroit avec elle ; et
- l'emprunt ou le prêt d'actions ou de titres de créance de l'émetteur ou d'instruments dérivés ou d'autres instruments financiers qui y sont liés.

ANNEXE C

OBLIGATIONS INCOMBANT À ELIS EN SA QUALITE D'ÉMETTEUR

1 Obligation de communication et d'archivage de l'Information Privilégiée

1.1 Principe de communication dès que possible de l'Information Privilégiée

Afin d'assurer une égalité des investisseurs face à l'information et afin de prévenir les opérations d'initiés, Elis doit procéder à une diffusion effective et intégrale de l'Information Privilégiée **dès que possible**, selon les modalités prévues par la Règlementation MAR³⁷, sauf à différer cette publication si les conditions posées par la Règlementation MAR sont réunies³⁸.

La communication doit notamment préciser le caractère privilégié de l'information communiquée, l'identité de l'émetteur, l'identité de la personne qui a effectué la notification (nom, prénom, fonction au sein de l'émetteur), l'objet de l'information, la date et l'heure de la communication aux médias.

→ **La circonstance que l'Information Privilégiée doit être communiquée au titre de l'information périodique peu de temps après ne dispense pas Elis de la communiquer dès que possible³⁹.**

Seules les personnes habilitées au sein du Groupe sont autorisées à donner des informations au marché financier, directement ou indirectement, par voie de presse ou tout autre média. Il est en conséquence interdit à tout collaborateur de faire, directement ou indirectement, des déclarations aux investisseurs, aux actionnaires ou, plus généralement, destinées au marché sans autorisation préalable écrite du Président du Directoire de la Société (*cf.*, Section 3 de la présente Charte).

1.2 Exception au principe de communication immédiate : le différé de communication

Elis peut prendre la responsabilité de différer la publication d'une Information Privilégiée la concernant si les trois conditions cumulatives suivantes sont remplies⁴⁰ :

- ***la publication immédiate est susceptible de porter atteinte aux intérêts légitimes d'Elis***, l'intérêt légitime invoqué devant revêtir une importance suffisante pour que le report de la publication soit justifié. Il doit enfin exister un risque sérieux pour que la publication de l'information porte atteinte à cet intérêt ;
- ***le différé de publication n'est pas susceptible d'induire le public en erreur*** (ex. impossibilité de différer une publication en cas de publication préalable contraire ou différente de l'Information Privilégiée) ; et
- ***Elis est en mesure d'assurer la confidentialité de l'Information Privilégiée*** dont la publication est reportée ; étant précisé que lorsqu'une rumeur suffisamment précise fait

³⁷ Règlement MAR, art. 17, 1° ; Règlement d'exécution (UE) 2016/1055 du 29 juin 2016, art. 2 et 3.

³⁸ Règlement MAR, art. 17, 4° ; Règlement d'exécution (UE) 2016/1055 du 29 juin 2016, art. 4 et 5.

³⁹ À titre d'exemple, les communications financières relatives au chiffre d'affaires.

⁴⁰ Règlement MAR, art. 17, 4°.

explicitement référence à une Information Privilégiée dont la publication a été différée, cette information devra être publiée sans délai⁴¹.

L'AMF est informée du report de publication d'une Information Privilégiée immédiatement après la publication de cette information.

En cas de différé de publication d'une Information Privilégiée, Elis doit estimer la date à laquelle il sera procédé à la publication de cette Information Privilégiée afin de préparer le contenu de la notification du différé de publication à adresser à l'AMF⁴².

1.3 Modalités de diffusion de l'Information Privilégiée

L'Information Privilégiée est mise en ligne sur le site d'Elis et fait l'objet d'une diffusion intégrale et effective, et d'un dépôt électronique auprès de l'AMF.

Les Informations Privilégiées sont conservées sur le site Internet de la Société pendant 5 ans dans une rubrique permettant de les identifier.

2 Obligation d'identification des Initiés, des Principaux Dirigeants et des Personnes Liées

Le Règlement MAR⁴³ impose à Elis de :

- recenser et établir une liste des Principaux Dirigeants et des Personnes Liées ; **A cet effet, les Principaux Dirigeants doivent communiquer au moyen du formulaire figurant en Annexe D la liste des personnes qui leur sont étroitement liées.**
- notifier par écrit aux Principaux Dirigeants leurs obligations en cas de Transactions effectuées sur les Titres Elis ;
- recenser les collaborateurs du Groupe et identifier les tiers agissant au nom ou pour le compte d'Elis et qualifiés d'Initiés Permanents ou Occasionnels ;
- prendre les mesures nécessaires pour que les personnes inscrites sur les listes d'initiés tenues par Elis reconnaissent par écrit les obligations légales et réglementaires liées à cette inscription et aient connaissance des sanctions applicables aux opérations d'initiés et à la divulgation illicite d'informations privilégiées ;
- établir, mettre à jour, tenir à la disposition et transmettre à l'AMF une liste d'Initiés :
 - o une section de la liste doit être établie pour chaque Information Privilégiée, ainsi qu'une section dédiée aux Initiés Permanents, conformément aux formats définis par la Règlementation MAR⁴⁴ ;
 - o la liste contient notamment : l'identité de la personne (nom, prénom, date de naissance), ses coordonnées personnelles et professionnelles (adresse, numéros de téléphone privés et professionnel), son rôle, sa fonction et la raison justifiant l'inscription de la personne sur la liste, ainsi que la date et heure de début et de fin d'accès de la personne aux informations privilégiées (à l'exception des Initiés Permanents) ;
- informer les Initiés de leur inscription sur les listes d'initiés établies par la Société ;
- concernant les tiers personnes morales, les informer qu'ils doivent dans les mêmes conditions que la Société établir, mettre à jour et tenir à la disposition de l'AMF une liste nominative des personnes travaillant en leur sein et ayant accès aux Informations Privilégiées dans le cadre de leurs relations professionnelles avec eux ; pour ces tiers, Elis inscrit sur sa liste les dénominations

⁴¹ Règlement MAR, art. 17, 7°.

⁴² Règlement d'exécution (UE) 2016/1055 du 29 juin 2016, art. 4 et 5.

⁴³ Règlement MAR, art. 18 et 19, 5°.

⁴⁴ Règlement d'exécution (UE) 2016/347 du 10 mars 2016, art. 2 et Annexe I.

sociales (pour les personnes morales) ou les noms (pour les prestataires indépendants) de ces tiers⁴⁵ ; et

- informer les Initiés des procédures du Groupe et de leurs obligations d'abstention, de leur devoir de confidentialité, et des sanctions encourues en cas de violation des règles applicables à la détention, à la communication et à l'exploitation d'une Information Privilégiée.

→ Les Initiés doivent attester par écrit de la réception du courrier de notification de leur inscription sur une liste d'Initiés établie par la Société, et reconnaître avoir connaissance des obligations légales et réglementaires s'imposant aux Initiés ainsi que des sanctions applicables aux opérations d'initiés et à la divulgation illicite d'Informations Privilégiées.

Les listes d'Initiés et les mises à jour de ces listes sont conservées par la Société pendant au moins cinq ans après leur établissement ou leur mise à jour⁴⁶.

L'absence d'une personne sur ces listes ne l'exonère en aucune manière du respect des dispositions légales et réglementaires et ne préjuge en rien de son éventuelle qualité d'Initié.

⁴⁵ Les noms des collaborateurs de ces tiers ayant accès à l'information privilégiée n'ont pas à figurer sur la liste établie par la Société, celle-ci pouvant mentionner uniquement le nom de la personne responsable de la liste d'initiés auprès du tiers.

⁴⁶ Règlement MAR, art. 18, 5°.

ANNEXE D

FORMULAIRE DECLARATION DES PERSONNES ETROITEMENT LIEES

*Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement européen n° 596/2016 du 16 avril 2014 sur les abus de marché (« **Règlement MAR** »)*

Dans le cadre de l'information qui m'a été transmise par Elis relative aux obligations issues du règlement européen n°596/2014,

Je soussigné (nom, prénom et fonctions),

déclare et atteste que les personnes qui me sont étroitement liées⁴⁷, au sens du règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014, sont les personnes suivantes :

Fait à _____, le _____

⁴⁷ Personnes étroitement liées (article 3 du règlement MAR) :

« [...] a) - le **conjoint** ou un partenaire considéré comme l'équivalent du conjoint conformément au droit national ;
b) - l'**enfant** à charge conformément au droit national ;
c) - un **parent** qui appartient au même ménage depuis au moins un an à la date de la transaction concernée ; ou
d) - **une personne morale, un trust ou une fiducie**, ou un partenariat, dont les responsabilités dirigeantes sont exercées par une personne exerçant des responsabilités dirigeantes ou par une personne visée aux point a), b) et c), qui est directement ou indirectement contrôlé(e) par cette personne, qui a été constitué(e) au bénéfice de cette personne, ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à ceux de cette personne. »

